



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 10/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BAUDELET**

Port fluvial de Garlinghem  
62120 Aire-Sur-La-Lys

Références : -  
Code AIOT : 0028300056

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2024 dans l'établissement BAUDELET implanté Port fluvial de Garlinghem 62120 Aire-sur-la-Lys. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite, annoncée par courriel du 30/07/2024, est réalisée dans le cadre du plan de contrôle de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BAUDELET
- Port fluvial de Garlinghem 62120 Aire-sur-la-Lys
- Code AIOT : 0028300056
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site objet de la présente inspection est localisé sur le territoire de la commune d'Aire-sur-la-Lys, au niveau du port fluvial de Garlinghem.

D'une surface de 26 195 m<sup>2</sup>, le terrain accueille une activité de tri de déchets de métaux par flottaison (BAUDELET Recycling) et une activité de grenailage et peinture de bennes (RENOV BENNES).

Les activités de tri des métaux et de peintures sont réalisées dans deux bâtiments distincts.

Par courrier du 30/05/2022, l'exploitant a adressé en préfecture du Pas-de-Calais un courrier l'informant de l'arrêt, à compter du jour même, de l'activité de tri par flottaison.

L'activité de peinture, qui comprend également la préparation des supports par grenailage, concerne les bennes de l'ensemble du groupe BAUDELET.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Rétention et isolement	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.13	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/08/2024, article R.512-46-25	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.1.	Sans objet
2	Contrôle de l'accès.	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.2.	Sans objet
3	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1.	Sans objet
4	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.3.	Sans objet
6	Capacités de rétention	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité de tri de métaux par flottaison n'est plus exercée sur le site depuis le 30 mai 2022 comme indiqué dans le courrier adressé par l'exploitant en préfecture. La procédure de cessation de cette activité doit être réalisée conformément à la réglementation.

La signalisation des dispositifs liés à la sécurité incendie ( zone d'aspiration dans le canal, dispositif

de coupure de la pompe de relevage pour confinement des eaux d'extinction ) n'est pas à ce jour satisfaisante.

L'inspection note le bon état général d'entretien et de suivi du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
<b>Constats :</b>  La personne responsable du site est M. Julien DERAY, responsable de l'activité chaudronnerie. L'exploitant présente la fiche de poste de M. DERAY qui mentionne cette fonction.  Les informations relatives aux risques et dangers du site sont données régulièrement au responsable de la chaudronnerie ( hebdomadairement selon l'exploitant ) par la Service Sécurité de la société BAUDELET. Ces informations sont également relayées auprès du personnel du site sous la forme de quarts d'heures sécurité réguliers. L'exploitant présente les compte-rendus avec émargements des présents des quart-d'heures sécurité suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- du 23/06/2023 portant sur les travaux en hauteur ;</li><li>- du 29/11/2023 portant sur les dangers des fumées de soudures ;</li><li>- du 5/08/2024 portant sur les opérations de chargements / déchargements des camions et le port des EPI .</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Contrôle de l'accès.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de l'accès.
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance n'aient pas accès aux installations (par exemple clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).
<b>Constats :</b>  Le site est clôturé sur sa périphérie, à l'exception de la zone de la parcelle qui longe le canal de Neufossé, au niveau du quai de chargement.

Deux accès desservent le site, un au niveau de la déchèterie au Nord de la parcelle (RD 157 E3), l'autre à proximité du bâtiment de peinture des bennes au Sud de la parcelle par le chemin de Neufossé.

Les horaires de fonctionnement du site sont les suivants :

- 7h à 12h30 - 13h30 à 16h du lundi au vendredi pour la partie peinture - maintenance des bennes exploitée par la société Services Maintenance Bennes, filiale de BAUDELET ;
- 8h30 à 12h30 - 14h à 17h du mardi au vendredi, 14h à 17h le lundi et 9h à 12h le samedi pour la partie déchetterie exploitée par la société Baudalet Métaux, filiale de BAUDELET .

En dehors de ces horaires, les portails sont fermés à clés.

A noter la présence d'un troisième accès spécifique aux pompiers à partir du chemin VNF le long du canal à l'angle Nord-Ouest du site.

Le site est placé sous vidéosurveillance. Des pancartes posées à chaque accès indiquent cette vidéosurveillance.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de rappeler, par la pose d'une pancarte, l'interdiction d'accès à toute personne étrangère au service au niveau de l'accès de la zone des bennes.

Par courriel du 13/08/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection un bon de commande du 12/08/2024 envoyé à BAUDELET MATERIELS pour la fourniture d'un panneau "propriété privée - défense d'entrer".

**L'exploitant adressera à l'inspection une photo attestant la pose de ce panneau.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Localisation des risques.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Localisation des risques.

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.

Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente un plan général du site à l'échelle 1/500 intitulé "plan des matières dangereuses" qui localise les parties de l'installation où sont présentes des matières dangereuses ( peintures et durcisseurs, stockages de gaz, emballages souillés )</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Accessibilité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accessibilité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Accès au site</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p> <p>II. Voie « engins »</p> <p>Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins.</li> </ul> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, [...]</li> </ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Le positionnement de la voie engins est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.</p> <p>.../...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les pompiers disposent d'un accès spécifique à l'angle Nord-Ouest du site à partir du chemin VNF le long du canal de Neufossé. L'exploitant indique que les pompiers disposent d'une clé permettant d'ouvrir le portail.</p> <p>Il n'y avait au moment de l'inspection aucun véhicule gênant les accès.</p> <p>Une voie circulaire en revêtement enrobé routier de plus de 6 m de large permet la circulation d'engins de secours le long de 3 des façades du bâti. La circulation à proximité de la façade sud du bâti est également possible sur la route dite "chemin de Neufossé" qui longe le site</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 5 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <p>b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>c) De robinets d'incendie armés (RIA) ;</p> <p>d) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li><li>• - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li></ul> <p>Ces deux types de points d'eau incendie sus-cités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.</p> <p>S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;</li><li>- indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;</li><li>- implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département.</li></ul> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.</p> <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie. Le personnel, y compris le cas échéant le personnel des entreprises extérieures, est instruit sur les conduites à tenir en cas de sinistre.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'extincteurs dont la vérification et l'entretien sont confiés à la société LST LEBOULANGER SECURITE.</p> <p>L'exploitant présente les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bulletin de vérification des extincteurs du 7/07/2023 et attestation de vérification pour l'année 2023 ;</li> <li>- bulletin de vérification des extincteurs du 19/07/2024 et attestation de vérification pour l'année 2024.</li> </ul> <p>Vu les attestations de formations du personnel BAUDELET SMB à la manipulation des extincteurs sur départs de feux réels en dates du 4/10/2022, 28/11/2022 et 28/09/2023.</p> <p><b>Le site n'est pas équipé de RIA et aucun personnel n'est formé à l'utilisation des RIA.</b></p> <p>Pour la défense extérieure du site, les pompiers disposent d'un accès sur le site via une voie appartenant à VNF, et d'un point d'aspiration directe dans le canal de Neufossé. <b>L'aire d'aspiration, située sur le terrain de l'exploitant, n'est pas physiquement signalée et n'est pas référencée comme PEI par le SDIS.</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une fiche réflexe spécifique au site qui mentionne les actions de premières interventions en cas de départ de feu maîtrisable, les consignes d'appel des secours, d'évacuation, d'utilisation de matériels de secours, d'arrêt de la pompe de relevage pour confinement des eaux dans le bassin dédié.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Capacités de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacités de rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li> </ul> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p>

<p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le stockage de peintures, dans une armoire dédiée, sur rétention, dans le bâtiment à proximité de la cabine de peinture. Au moment de l'inspection, une quinzaine de bidons de 20 l étaient présents sur la rétention.</p> <p>L'ensemble des sols du bâtiment où ont lieu les manipulations de peintures sont constitués d'une dalle béton étanche.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Rétention et isolement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention et isolement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne (dans les locaux), les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation, à déclenchement automatique ou commandable à distance, pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un incendie ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>.../...</p>

**Constats :**

Le site dispose d'un bassin étanche mixte destiné au tamponnement des eaux pluviales et au confinement des eaux susceptibles d'être polluées. L'inspection constate le bon état visuel de la membrane d'étanchéité.

Les eaux pluviales de ruissellement du site sont acheminées gravitairement vers le bassin. Une pompe de relevage permet de reprendre les eaux du bassin pour les rejeter dans le canal de Longfossé.

Au moment de l'inspection, le fond du bassin était en eau jusqu'à la hauteur des tuyaux de sortie du bassin vers le canal (ce qui correspond à une hauteur estimée à environ 1/5ème de la hauteur totale du bassin).

Le confinement des eaux susceptibles d'être polluées se fait par arrêt de la pompe de relevage vers le canal.

Un dispositif d'arrêt de cette pompe par bouton poussoir est mis en place à proximité de la clôture Sud du site. Ce dispositif porte une plaque avec la mention "arrêt pompe relevage eaux pluviales".

**Du fait de la présence des quais de la déchetterie empêchant la visibilité de ce dispositif depuis l'entrée du site et le bassin, la signalisation en place n'est pas suffisante.**

La nécessité de l'arrêt de la pompe est reprise dans le fiche réflexe incendie portée à la connaissance des employés du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Cessation d'activité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 08/08/2024, article R.512-46-25

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III. - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site

déterminé selon les dispositions des articles R. 512-46-26 et R. 512-46-27.

**Constats :**

L'exploitant a adressé le 30/05/2022 en Préfecture du Pas-de-Calais un courrier informant de l'arrêt, à compter du même jour, de la ligne de flottaison des métaux, activité relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713.

Ce courrier précise que les installations seront démontées et déménagées sur un site en Belgique dans les semaines suivantes, qu'une réorganisation de l'ensemble du site sera étudiée et qu'un dossier de porter à connaissance sera transmis en fin d'année.

**A ce jour, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site ( notamment les informations relatives à l'évacuation des produits dangereux et à la gestion des déchets, à l'interdiction ou la limitation des accès au site, à la suppression des risques d'incendie et d'explosion, à la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement) et la remise en état.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois